

ENSEMBLE PENDANT LA PANDÉMIE

ASSOCIATION
CANADIENNE DU
TRANSPORT URBAIN
RAPPORT ANNUEL 2020



TABLE DES MATIÈRES

Message du président	4
Message du président-directeur général	5
Faits Saillants	6
Affaires publiques	6
Forum sur les politiques	7
Forte adhésion	8
Uber se joint à la famille de l'ACTU	8
Congrès virtuel de l'ACTU 2020	9
Prix de l'ACTU	9
Programmes de l'industrie	10
Table ronde canadienne sur la sécurité du transport de surface	10
Liste du personnel	11
Comité exécutif	12
Conseil d'administration	13
Rapport du vérificateur	14
États financiers	15
Notes afférentes aux états financiers	21

ENSEMBLE PENDANT LA PANDÉMIE

En 2020, l'industrie du transport collectif s'est unie. Ses intervenants se sont rassemblés pour apprendre, les uns des autres, comment mener des activités sécuritaires en temps de pandémie. Ils se sont réunis dans le cadre du tout premier congrès virtuel de l'ACTU, et ils ont uni leurs voix en défendant sans relâche la nécessité que le transport collectif reçoive un montant sans précédent de 4,6 milliards de dollars en soutien opérationnel. Au cours de la dernière année, les membres de l'ACTU ont vécu la pandémie ensemble. Notre rapport annuel portera sur ce que nous avons accompli en 2020 en tant que famille du transport collectif. Merci de demeurer en contact.

NOUS SOMMES L'ACTU

L'ACTU est le porte-parole national du transport collectif. Nos membres comprennent des réseaux de transport collectif qui transportent 95 % des usagers du pays, des organismes publics, des entreprises qui approvisionnent le secteur et des experts en mobilité urbaine. Nous préconisons l'investissement et le soutien de la part des gouvernements. Nous échangeons des pratiques exemplaires. Nous facilitons les conversations et les relations pour aider les professionnels du transport collectif à s'informer des dernières nouvelles. De plus, nous sommes le principal organisme de collecte de données sur le terrain.





EN 2020, L'INDUSTRIE DU TRANSPORT COLLECTIF A ÉTÉ BOULEVERSÉE.

PERSONNE N'A BESOIN DE RAPPELER POURQUOI. MAIS FAIRE PARTIE D'UNE ASSOCIATION SIGNIFIE FAIRE PARTIE D'UNE COMMUNAUTÉ, ET LES MEMBRES DE L'ACTU ONT MONTRÉ QU'EN PÉRIODE DE CRISE, NOUS POUVONS TOUT DE MÊME MAINTENIR DES LIENS ET APPRENDRE LES UNS DES AUTRES. APRÈS TOUT, NOUS VIVONS CETTE SITUATION ENSEMBLE. ET CELA N'A PAS CHANGÉ.

Les principes de base de la mobilité urbaine n'ont pas changé non plus. Nous savons que de planifier nos villes en fonction des besoins des voitures est néfaste. Non seulement en raison de la congestion, mais aussi pour l'environnement, l'économie et la société. Il existe de nombreuses bonnes raisons de maintenir le transport collectif sécuritaire et pratique. Un de nos défis, en tant qu'industrie, est de garder ces raisons au premier plan des préoccupations des gouvernements. L'avenir de nos collectivités en dépend.

Pendant le congrès virtuel de l'ACTU, nous avons parlé de ce à quoi pourrait ressembler cet avenir. Plus précisément, nous avons abordé la « nouvelle normalité » dans le transport collectif. Un des seuls bons côtés d'un événement en ligne est que vous pouvez accueillir des conférenciers provenant de toutes les régions du monde. J'ai aussi eu le plaisir de m'asseoir avec la ministre Catherine McKenna, qui a décrit en de meilleurs termes le transport collectif : « Le transport collectif permet d'effectuer des déplacements plus rapides, plus écologiques et à moindres coûts dans la ville ». Merci à tous ceux qui se sont joints à nous.

En 2020, l'ACTU a également renforcé ses liens avec les partenaires nationaux et internationaux. En travaillant de concert avec des organismes comme la FCM, l'APTA et l'UITP, nous avons approfondi notre compréhension des enjeux et des pratiques exemplaires de l'industrie.

Nous avons bâti un organisme fort qui est à la hauteur de la tâche à accomplir. Je tiens à souligner le dévouement du personnel de l'ACTU. Et je souhaite remercier les membres. Nous avons la chance de travailler au sein d'une industrie axée sur la collaboration qui s'assure que les gens se soutiennent mutuellement. C'est le constat que je faisais chaque fois que je me joignais à mes collègues, au début de la pandémie et tout au long de son déroulement. Je vous remercie.

Alain Mercier
Président de l'ACTU



NOUS NOUS SOUVIENDRONS TOUS DE 2020 COMME DE L'ANNÉE DE LA COVID

ET DE SES RÉPERCUSSIONS SUR NOTRE VIE PERSONNELLE ET PROFESSIONNELLE. LA PANDÉMIE A CHANGÉ NOTRE FAÇON D'ENVISAGER LA FAMILLE, DE TRAVAILLER ET DE COMMUNIQUER. IL EST SURPRENANT QUE CE RAPPORT ANNUEL NE SOIT PAS DIFFUSÉ SUR ZOOM.

Mais la pandémie a également touché le secteur du transport collectif. Non seulement dans notre façon d'assurer la sécurité de nos clients ou dans le dévouement de nos conducteurs, mais aussi dans la façon dont nous nous sommes unis en tant que famille du transport collectif pour obtenir un soutien opérationnel d'urgence sans précédent de 4,6 milliards de dollars. Nous avons maintenu les liens entre nos collectivités et continuons de déplacer les gens là où ils doivent se rendre.

Vous en apprendrez davantage sur ce travail dans notre rapport annuel. Mais nous avons beaucoup fait pour agrandir et soutenir notre industrie en 2020. Nous avons accueilli près de 30 nouveaux membres, dont Uber. Et nous avons organisé plus de 100 webinaires qui ont connecté des réseaux d'un océan à l'autre, pour leur permettre de partager les meilleures pratiques sur la gestion de cette pandémie.

En 2020, l'ACTU a fait de la diversité et de l'inclusion une priorité. Le transport collectif joue un rôle important en favorisant l'équité dans les options de mobilité, et nous devons devenir le reflet des collectivités que nous servons. L'ACTU a accueilli le Council of Minority Transportation Officials (COMTO) au Canada; nous sommes impatients de travailler avec les représentants de cet organisme.

L'ACTU a également organisé son premier congrès virtuel. Des membres de toutes les régions du Canada ont participé, et des conférenciers de partout autour du globe se sont joints à nous. En combinant le congrès et le salon professionnel, nous avons accueilli près de 1400 participants. Nous remercions très fort nos commanditaires d'avoir fait de cet événement un franc succès.

Et nous remercions tout spécialement nos membres, qui sont restés en contact pendant une année particulièrement difficile et ont aidé notre industrie à traverser cette période. Merci de votre soutien.

Marco D'Angelo
Président-directeur général de l'ACTU

AFFAIRES PUBLIQUES

La COVID-19 a bouleversé tant de choses, et le travail lié aux affaires publiques de l'ACTU n'a pas fait exception. En temps normal, les investissements en capital, les autobus à zéro émission et l'électrification auraient été nos priorités. Mais 2020 n'était pas, à tant d'égards, une année normale.

Lorsque les confinements ont débuté en mars dernier, notre industrie n'avait jamais fait face à une baisse aussi prononcée et immédiate de l'achalandage ou des revenus. Certains réseaux ont littéralement subi une baisse complète des revenus, puisque la perception des tarifs a été suspendue pour permettre l'embarquement par les portes arrière, afin d'assurer la sécurité des conducteurs. À l'échelle du pays, les réseaux de transport collectif ont subi une baisse de près de 90 % de leurs revenus, alors qu'ils devaient apprendre à composer avec de nouvelles exigences de désinfection et de nouveaux protocoles de port du masque à bord.

Comme les municipalités, l'ACTU était dans la position inhabituelle de demander au gouvernement fédéral de financer les coûts d'exploitation d'un secteur de compétence provinciale. Avant la COVID, personne à Ottawa n'avait même le rôle de réfléchir à la question, alors que nous tentions d'amener le gouvernement à agir pour la résoudre.

La nécessité d'intégrer notre travail exécuté à Ottawa à celui des capitales provinciales est vite devenue évidente, et c'est là que le niveau de collaboration sans précédent entre les réseaux a joué un rôle si important. Au moins une fois par semaine, nous nous sommes rencontrés pour comparer des notes et les nouveaux événements survenus dans les provinces. Pendant plusieurs mois, alors que le premier ministre et les premiers ministres des provinces se réunissaient, nous avons gardé le cap jusqu'à la conclusion de l'accord sur la relance sécuritaire, qui prévoyait un soutien opérationnel exclusif de 4,6 milliards de dollars pour le transport en commun.

Ce travail se poursuit. L'ACTU continue de collaborer avec les réseaux membres et communique directement avec les gouvernements provinciaux pour réclamer un soutien opérationnel continu, jusqu'à ce que l'achalandage revienne aux niveaux prévalant avant la pandémie. Nous ne savons pas quand cela se produira. Mais nous savons que le public est d'accord — selon un sondage commandé par l'ACTU, 82 % des répondants souhaitent un soutien continu — et nous continuerons de faire pression pour obtenir un soutien continu au nom des réseaux membres et des millions de Canadiens qui comptent sur eux chaque jour.

FORUM SUR LES POLITIQUES

Normalement, le mois de septembre s'accompagne des Journées de sensibilisation au transport collectif, événement au cours duquel les membres se réunissent à Ottawa pour discuter avec les ministres du Cabinet, les députés de l'opposition et les fonctionnaires des enjeux qui influent sur le transport collectif. Mais le mois de septembre 2020 n'a pas été normal, et on a tenu un forum virtuel sur les politiques pour remplacer ces journées. Environ 200 personnes ont participé à ce forum.

En plus de discuter de l'accord sur la relance sécuritaire, l'événement a abordé les changements climatiques et la résilience. La pandémie n'a pas éliminé l'urgence climatique dans laquelle nous nous trouvons ni la nécessité de construire des villes durables pour les générations futures. Les panélistes ont indiqué que le transport collectif est au cœur d'une reprise économique verte. Sans cela, les villes seront congestionnées, l'air urbain deviendra irrespirable et de nombreux Canadiens à faible revenu ne pourront pas se rendre au travail. Carrie Hotton-MacDonald, d'Edmonton Transit, a exprimé cette situation dans des termes plus justes : «Le transport collectif change vraiment la donne en ce qui concerne la résilience climatique. Nous devons être à l'avant-garde des plans et des investissements. Notre reprise et notre prospérité sont en jeu.»

Nous avons également tenu une discussion sur les véhicules zéro émission. Pendant sa campagne de réélection, le premier ministre Justin Trudeau a promis de légiférer afin d'établir la cible de réduction au Canada à zéro émission nette d'ici 2050. Comme l'investissement dans le transport collectif sera essentiel à l'atteinte de cet objectif, le premier ministre a commandé l'acquisition de 5 000 autobus scolaires et urbains à zéro émission au cours des cinq prochaines années.



FORTE ADHÉSION

L'ACTU a été ravie d'accueillir 27 nouveaux membres en 2020, portant son total à 444. Se joindre à l'ACTU, c'est maintenir le contact avec le secteur du transport collectif — ce qui ne se limite pas aux réseaux. Les membres comprennent des fournisseurs, des entreprises et des experts dont l'innovation et la qualité continuent d'améliorer la façon dont des millions de Canadiens se rendent où ils doivent se rendre chaque jour.

En 2020, l'ACTU a tenu plus de 100 webinaires, de sorte que les membres de St. John's à Victoria ont pu partager leur façon de fonctionner pendant la pandémie et apprendre les uns des autres. Nous continuerons de maintenir le contact entre nos membres d'un océan à l'autre. Votre succès est important pour nous.

UBER SE JOINT À LA FAMILLE DE L'ACTU

Comme il s'agit d'un participant actif à la promotion de la mobilité urbaine intégrée, nous étions ravis d'accueillir Uber comme nouveau membre en 2020.

« L'ACTU a été une excellente ressource pour le transport collectif pendant la pandémie. L'ACTU nous a constamment maintenus en contact étroit et nous a informés des enjeux courants qui sont importants pour les membres. »

- Réseau de transport collectif membre en Ontario, qui est membre depuis plus de dix ans



CONGRÈS VIRTUEL DE L'ACTU 2020

La nouvelle normalité du transport collectif : Avancer en toute confiance

En novembre, l'ACTU a tenu son congrès annuel et son salon professionnel. Nous l'avons fait virtuellement cette année. Évidemment, vous savez tous pourquoi. Mais les membres de l'ACTU se sont tout de même réunis. Nous avons échangé à propos de ce qui fonctionne, de ce qui ne fonctionne pas et de la façon dont nous pouvons continuer d'améliorer le transport collectif, afin de pouvoir continuer d'améliorer les collectivités.

Un des meilleurs aspects d'un événement virtuel est que vous attirez des conférenciers de partout autour du globe. Andy Byford, directeur de Transport for London, a pu se joindre à nous. Nous avons également accueilli la ministre fédérale de l'Infrastructure et des Collectivités, Catherine McKenna, qui a parlé de la reprise au Canada et du fonds permanent pour le transport collectif. D'autres conférenciers ont abordé le financement, les autobus à zéro émission, l'urbanisme, l'infrastructure, etc.

Près de 500 délégués se sont joints à nous dans le cadre du premier congrès virtuel de l'ACTU, et plus de 900 personnes ont participé à notre salon commercial virtuel.

Ce congrès n'aurait pas été possible sans les généreuses contributions de nos 22 commanditaires et de nos 46 exposants du salon commercial. Notre réussite dans les domaines de la défense des intérêts, de la formation et du soutien de l'industrie du transport collectif repose sur des partenariats formés avec des organismes comme ceux de nos commanditaires. Nous les remercions vraiment de leur soutien constant.

« L'ACTU met tout en œuvre pour s'assurer que cet investissement est avantageux pour les membres d'affaires. Elle est toujours à l'écoute et s'assure que les commanditaires reçoivent les renseignements dont ils ont besoin. »

- Un des commanditaires du congrès virtuel 2020

PRIX DE L'ACTU

Les réseaux de transport collectif et les entreprises qui les approvisionnent gardent nos collectivités en mouvement. Mais comme certaines personnes et certains organismes en font beaucoup plus, nous honorons l'excellence en décernant les prix de l'ACTU chaque année.

Évidemment, le transport collectif a ressenti les effets de la COVID-19. Mais l'industrie s'est tout de même réunie pour souligner ses réussites. Près de 150 personnes ont assisté à notre cérémonie virtuelle de remise des prix, au cours de laquelle 14 lauréats méritants ont été honorés. Si vous souhaitez en apprendre davantage sur les prix de l'ACTU 2020, consultez notre [livret des prix en ligne](#).

PROGRAMMES DE L'INDUSTRIE

L'ACTU offre de la formation dans plusieurs domaines reliés à l'exploitation du transport collectif, et celle-ci a franchi un nouveau cap en 2020.

Nous avons proposé notre programme Ambassadeur du transport collectif à la Chicago Transit Authority, où il sera présenté à près de 5 000 conducteurs une fois la frontière rouverte. À ce jour, 66 réseaux de transport collectif canadiens, 52 réseaux américains et 30 réseaux internationaux ont appliqué le programme Ambassadeur du transport collectif.

Notre programme STRADA a été modernisé et relie désormais les membres à plus de 900 évaluations pour le recrutement de candidats. Nous avons également commencé à élaborer un nouveau programme en ligne sur la mobilité fondée sur le gaz naturel renouvelable et l'hydrogène.

TABLE RONDE CANADIENNE SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT DE SURFACE

En novembre, l'ACTU a tenu la sixième table ronde canadienne sur la sécurité du transport de surface, en partenariat avec Transports Canada. Ce webinaire a réuni des cadres supérieurs du transport collectif, des praticiens de la sécurité et des organismes d'application de la loi de l'industrie, dans le but d'échanger des idées et d'améliorer la sécurité du transport de surface au Canada.

LISTE DU PERSONNEL 2020

NOM	POSTE
Kevin Brown	Gestionnaire, Développement des affaires
Calvin Chia	Analyste de données
Marco D'Angelo	Président-directeur général
Jamey Heath	Directeur, Affaires publiques et communications
Sarah Ingram	Coordonnatrice, Apprentissage et réseautage
Keith Jarvis	Coordonnateur, Média numérique et marketing
Richard Kong	Coordonnateur, Finances
McCartney Lee	Coordonnateur, Communications et relations publiques
Milly Mikkelsen	Gestionnaire, Ressources humaines
Oliver Nicholls	Coordonnateur, Recherche et statistiques
Inès Sartini	Coordonnatrice administrative bilingue
Winnie Tong-Luo	Coordonnatrice, Événements et adhésion
Angela Van Wingerden	Coordonnatrice, Événements
Elvane Veeramalay	Agente des politiques et des affaires publiques
Jonah Vetro	Coordonnateur, Événements et développement des affaires
Joanne Vézina	Adjointe de direction
Luc Vincent	Directeur, Événements et programmes de l'industrie
Nathaniel Wallace	Analyste des politiques
Denise Waller	Contrôleuse, Finances

Liste des employés de l'ACTU au 31 décembre 2020



COMITÉ EXÉCUTIF 2020

NOM	POSTE
Alain Mercier, Réseau de transport de la Capitale (Québec)	Président
Jim McDonald, Saskatoon Transit	Premier vice-président
Doug Morgan, Calgary Transit	Président sortant
Pat Delmore, Transit Windsor	Vice-président, Finances
Kevin Desmond, Translink	Vice-président, Communications et affaires publiques
Dave Reage, Halifax Transit	Vice-président, Services techniques
Kelly Paleczny (specialized), London Transit Commission	Vice-présidente, Formation et développement des ressources humaines
Wade Coombs, Strathcona County Transit	Vice-président, Petits réseaux, Président du comité régional
Jennifer McNeill, NFI Group Inc.	Vice-présidente, Présidente du comité national - Membres d'affaires
Bruce McCuaig, AECOM	Vice-président, Membres d'affaires
Vacant	Vice-président, Mobilité intégrée
Wes Brodhead, City of St-Albert	Vice-président, Conseils municipaux
Brian Leck, Toronto Transit Commission	Conseiller juridique honoraire
Marco D'Angelo, CUTA	Président-directeur général

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020

NOM	POSTE
RÉSEAUX DE TRANSPORT MEMBRES	
Kevin Schubert, BC Transit	Administrateur
Eddie Robar, Edmonton Transit Service	Administrateur
Dave Wardrop, Winnipeg Transit	Administrateur
Tim Luey, St. Catharines Transit	Administrateur
Ann-Marie Carroll, York Region Transit	Administratrice
Tony D'Alessandro, Town of Milton	Administrateur
Sue Connor, Burlington Transit	Administratrice
Pamela Kraft, Toronto Transit Commission	Administratrice
Scott Haskill, Toronto Transit Commission	Administrateur
Guy Picard, Société de transport de Laval	Administrateur
Sylvain Yelle, exo Réseau de transport métropolitain (RTM)	Administrateur
COMITÉS NATIONAUX	
Tony Houad, Transit Windsor	Administrateur
Christine Terin, York Region Transit	Administratrice
Carrie Hotton-MacDonald, Edmonton Transit Service	Administratrice
Sarina Gersher, City of Saskatoon	Administratrice
COMITÉS RÉGIONAUX	
Chantale Dugas, Réseau de transport de la Capitale	Administratrice
Alex Milojevic, Brampton Transit	Administrateur
Judy Powell, St. John's Transportation Commission	Administratrice
Scott Pass, Passenger Contracted Transportation Services Ltd.	Administrateur
AGENCES GOUVERNEMENTALES, AFFILIÉS ET AUTRES	
Daniel Bergeron, Autorité régionale de transport métropolitain	Administrateur
Richard Campbell, Affiliate - Vélo Canada Bikes	Administrateur
Lorenzo Mele, ACT Canada	Administrateur
Ryan Reichl, Alberta Transportation	Administrateur
MEMBRES D'AFFAIRES	
Amy Miller, Clever Devices	Administratrice
Emmanuelle Toussaint, Nova Bus	Administratrice
Dennis Fletcher, Steer	Administrateur
Jean-Pierre Miroux, Thales Canada Inc.	Administrateur
Dennis Kar, Dillon Consulting	Administrateur
Vance Harris, DIALOG	Administrateur
Josh Colle, Ernst & Young	Administrateur
Vincent Patterson, Keolis GR Light Rail Transit	Administrateur
Pierre Zivec, Transdev Canada	Administrateur

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT

AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN

OPINION

Nous avons effectué la vérification des états financiers de l'Association canadienne du transport urbain, qui comprennent l'état de la situation financière en date du 31 décembre 2020 et l'état des résultats d'exploitation et l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date, ainsi que les notes afférentes aux états financiers, qui comprennent un résumé des principales conventions comptables.

À notre avis, les états financiers présentent adéquatement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Association en date du 31 décembre 2020, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice s'étant terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Nos responsabilités, en vertu de ces normes, sont décrites plus en détail dans la section *Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers* de notre rapport. Nous sommes indépendants vis-à-vis de l'Association, conformément aux exigences éthiques applicables à notre vérification des états financiers au Canada, et nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques, conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et adéquats pour fonder notre opinion.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs.

Pendant la préparation des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association de poursuivre ses activités, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité et d'utiliser l'approche de continuité de l'exploitation, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider l'Association ou de cesser ses activités ou qu'elle n'ait aucune autre solution de rechange réaliste.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus de communication de l'information financière de l'Association.

RESPONSABILITÉS DU VÉRIFICATEUR À L'ÉGARD DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, dans leur ensemble, sont exempts d'inexactitudes importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et à publier un rapport du vérificateur dans lequel figure notre opinion. L'assurance raisonnable est un degré élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada permettra toujours de détecter une inexactitude importante, si cette dernière est présente. Les inexactitudes peuvent découler de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme importantes si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer sur les décisions économiques prises par les utilisateurs à la lumière des présents états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conforme aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. En outre, nous agissons comme suit :

- Cerner et évaluer les risques d'inexactitudes importantes dans les états financiers, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et appliquer des procédures de vérification adaptées à ces risques, et obtenir des éléments probants suffisants et adéquats pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter d'inexactitudes importantes résultant d'une fraude est plus élevé que celui découlant d'une erreur, car la fraude peut sous-tendre la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Comprendre le contrôle interne associé à la vérification afin de concevoir des procédures de vérification convenant aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association.
- Évaluer l'à-propos des politiques comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des divulgations connexes faites par la direction.
- Conclure sur l'à-propos, pour la direction, d'utiliser la méthode de continuité de l'exploitation et, d'après les éléments probants obtenus, sur la question de savoir s'il existe une incertitude importante au sujet d'événements ou de conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association de poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport du vérificateur, sur les divulgations connexes faites dans les états financiers ou, si ces divulgations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants que nous avons obtenus jusqu'à la date de notre rapport du vérificateur. Toutefois, des événements ou conditions futurs peuvent faire en sorte que l'Association cesse son exploitation.
- Évaluer la présentation, la structure et le contenu d'ensemble des états financiers, y compris les divulgations, et déterminer si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une façon qui assure une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance au sujet, notamment, de la portée et du calendrier prévus de la vérification et des constatations importantes de la vérification, y compris toute anomalie importante du contrôle interne relevée au cours de notre vérification.

BDO CANADA LLP

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Oakville, Ontario
Le 22 avril 2021

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

	2020 \$	2019 \$
ACTIF		
COURANT		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 385 706 \$	1 006 020 \$
Placements à court terme – affectés (note 2)	94 295	92 278
Comptes débiteurs (note 7)	441 447	335 043
Sommes à recevoir du gouvernement	-	46 797
Charges payées d'avance	72 984	132 908
	1 994 432	1 613 046
IMMOBILISATIONS (note 3)	241 562	318 283
	2 235 994 \$	1 931 329 \$
PASSIF ET ACTIF NET		
COURANT		
Comptes créditeurs et charges à payer	207 316 \$	496 738 \$
Revenus reportés (note 4)	284 557	88 112
	491 873	584 850
ACTIF NET		
Non affecté	1 340 120	864 470
Grevé d'affectations internes		
Fonds de projet	182 604	182 604
Fonds du sommet régional des jeunes	20 889	20 889
Fonds d'évaluation des membres d'affaires	125 869	60 229
Fonds de défense des intérêts	71 535	96 535
Fonds de défense des intérêts du Québec	3 104	3 104
	1 744 121	1 346 479
	2 235 994 \$	1 931 329 \$

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
 pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

	2020 \$	2019 \$
RECETTES		
Frais d'adhésion	1 704 418 \$	1 717 396 \$
Publicité	109 699	110 418
Frais de service	122 054	142 248
Publication et autres	23 732	38 350
Revenu de placement (note 2)	6 307	16 522
Aide gouvernementale (note 7)	466 808	-
	2 433 018	2 024 934
REVENUS DES PROGRAMMES		
Réunions	272 730	1 110 078
Défense des intérêts	469 035	582 155
Formation/Ambassadeur	33 272	480 853
STRADA	61 720	109 713
Revenus du sommet des jeunes	-	39 550
	836 757	2 322 349
REVENUS TOTAUX	3 269 775	4 347 283
DÉPENSES DES PROGRAMMES		
Réunions	170 386	712 199
Défense des intérêts	65 042	203 177
Formation/Ambassadeur	39 529	302 405
STRADA	62 849	68 489
Dépenses pour le sommet des jeunes	-	62 889
Fonds de projet	2 635	20 014
Politiques publiques relatives à la pandémie de COVID-19	134 053	-
	474 494	1 369 173
DÉPENSES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (tableau)	2 397 639	2 990 134
TOTAL DES DÉPENSES	2 872 133	4 359 307
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	397 642 \$	(12 024) \$

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
 pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

	2020 \$	2019 \$
PROVENANCE (UTILISATION) DE L'ENCAISSE :		
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	397 642 \$	(12 024) \$
Rajustements effectués pour rapprocher l'excédent (l'insuffisance) des revenus sur les dépenses par rapport à l'encaisse nette provenant des activités d'exploitation (utilisée dans le cadre de ces activités)		
Amortissement	79 954	63 974
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	(106 404)	(74 420)
Sommes à recevoir du gouvernement	46 797	15 293
Inventaire	-	24 104
Charges payées d'avance	59 924	24 711
Comptes créditeurs et charges à payer	(289 422)	(51 332)
Revenus reportés	196 445	(1 963)
	384 936	(11 657)
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Achat de placements à court terme - net	(2 017)	(10 973)
Achat d'immobilisations	(3 233)	(25 823)
	(5 250)	365 599
DIMINUTION DES ESPÈCES ET DES QUASI-ESPÈCES AU COURS DE L'EXERCICE		
	379 686	(377 256)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 006 020	1 383 276
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, FIN DE L'EXERCICE	1 385 706 \$	1 006 020 \$

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
ANNEXE À ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
 pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

	2020 \$	2019 \$
Amortissement	79 954 \$	63 974 \$
Image de marque et marketing	4 622	18 784
Réunions des comités	12 894	41 261
Relations avec les médias	-	5 650
Frais d'occupation - Ottawa	60 832	65 220
Frais d'occupation - Toronto	196 983	206 939
Bureau et dépenses générales	107 629	111 747
Autres dépenses (recouvrement)	(65 724)	-
Affranchissement	12 582	6 178
Impression	997	6 325
Perfectionnement professionnel	10 867	15 925
Honoraires professionnels	254 545	301 648
Salaires et avantages sociaux	1 669 364	2 019 902
Téléphone	25 270	30 919
Déplacements	26 824	95 662
	2 397 639 \$	2 990 134 \$

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
 pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

	Non affecté	Projet Fonds	Fonds du sommet régional des jeunes	Fonds d'évaluation des membres d'affaires	Fonds de défense des intérêts	Fonds de des intérêts du Québec	Total pour 2020	Total pour 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net, début de l'exercice	983 118	182 604	20 889	60 229	96 535	3 104	1 346 479	1 358 503
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	332 002	-	-	65 640	-	-	397 642	(12 024)
Transferts interfonds (note 1)	25 000	-	-	-	(25 000)	-	-	-
Actif net, fin de l'exercice	1 340 120	182 604	20 889	125 869	71 535	3 104	1 744 121	1 346 479



ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
pour l'exercice terminé le 31 décembre, 2020

NATURE DES ACTIVITÉS

L'Association canadienne du transport urbain (l'« Association ») est une association commerciale sans but lucratif constituée sans capital-actions en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (« LCOBNL »). L'ACTU est exonérée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

VISION

Inspirer et influencer l'évolution de la mobilité urbaine intégrée.

ÉNONCÉ DE MISSION

- L'Association est la porte-parole collective d'influence du secteur du transport public au Canada. Vouée à être au cœur des enjeux de la mobilité urbaine, l'ACTU collabore avec tous les ordres de gouvernement et offre la valeur la plus élevée à ses membres et aux collectivités qu'elle sert.
- L'ACTU sera la référence en matière d'information, de tendances, de réseautage et de formation, et assurera un leadership auprès de ses membres et de tous les intervenants.
- Afin de fonctionner avec efficacité, l'ACTU favorisera une culture d'engagement actif envers ses membres.
- L'ACTU offrira un environnement de travail performant. Son équipe sera constituée de spécialistes et de professionnels chevronnés.
- La réussite sera évaluée par la priorité accordée à l'action, aux réalisations et aux contributions menant au succès des membres.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

CONSTATATION DES REVENUS

L'Association applique la méthode du report pour comptabiliser les contributions.

Les contributions visées par des restrictions sont comptabilisées comme revenu durant l'exercice pendant lequel les dépenses connexes sont engagées. Les apports au titre des immobilisations sont constatés à titre de produits selon la même méthode que celle appliquée à la charge d'amortissement. Les contributions sans restriction sont comptabilisées comme revenu lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'elles sont à recevoir, dans la mesure où le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les cotisations annuelles sont constatées à titre de produits dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les revenus provenant de la publicité, des frais de service et des publications sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont fournis lorsque le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les intérêts et les autres revenus sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus tirés des programmes de l'Association, y compris ses réunions, ses activités de défense des intérêts, sa formation/le programme Ambassadeur, STRADA et le sommet régional des jeunes, sont constatés dans l'exercice au cours duquel les événements ont lieu ou les services sont fournis; les frais facturés à l'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTIONS INTERNES

Fonds de projet

En 2018, le conseil d'administration a approuvé le transfert de 159 936 dollars de l'actif net non affecté au Fonds de projet. Ce fonds a pour objet d'investir dans des projets ponctuels satisfaisant à un ou plusieurs des critères suivants :

- Ajoute des avantages aux membres
- Permet la création de revenus pour l'Association
- Ne doit pas créer de frais d'exploitation permanents
- Améliore la productivité du personnel

En 2019, le conseil d'administration a approuvé un transfert de 20 014 dollars du Fonds de projet à l'actif net non affecté pour les projets du Centre d'excellence et des rapports de recherche.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Fonds du sommet régional des jeunes

Le fonds du sommet des jeunes a été approuvé par le conseil d'administration relativement aux fonds reçus dans le but de tenir des sommets des jeunes. Au lieu d'un sommet national des jeunes, organisé par l'ACTU dans le passé, cinq événements régionaux ont eu lieu en 2012 et ont été organisés par des bénévoles du réseau de transport collectif hôte sélectionné issus de chaque comité régional.

Chaque hôte régional était entièrement responsable de l'utilisation des fonds reçus, y compris de tout déficit financier. Tout excédent financier découlant des sommets régionaux des jeunes a été transféré au compte bancaire de l'Association et sera détenu « en fiducie » en prévision du prochain sommet régional des jeunes de cette région. Ce montant doit être versé, sur approbation du conseil, au cours des années suivantes. Si les sommets ne se poursuivent pas, le conseil d'administration de l'Association décidera comment les fonds excédentaires détenus en fiducie seront utilisés.

Fonds d'évaluation des membres d'affaires

Le fonds détient le produit des suppléments annuels aux cotisations perçues auprès des membres d'affaires de l'Association. Les fonds doivent servir à compenser les coûts de l'événement de soirée des membres d'affaires, qui a lieu deux fois par année. Le président/coprésident du Comité des membres d'affaires approuve le déblocage des fonds, qui est fonction du lieu où se tient l'événement.

Fonds de défense des intérêts

Le conseil d'administration a approuvé l'établissement d'un fonds de défense des intérêts à la suite du transfert du programme VIP aux activités permanentes de défense des intérêts de l'Association. Le fonds comprend le produit des suppléments annuels de cotisation perçus auprès de tous les membres d'affaires et réseaux de transport collectif, et il est grevé d'affectations internes ne servant qu'aux activités de défense des intérêts. Le budget annuel est préparé par le Comité des communications et des affaires publiques, avec l'approbation du Comité exécutif. Les commentaires du comité régional du Québec servent à déterminer les recommandations relatives à la composante francophone.

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a approuvé un transfert de 25 000 dollars (2019 - 100 000 \$) du fonds de défense des intérêts à l'actif net non affecté pour des activités de défense particulières.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTIONS EXTERNES

Fonds de défense des intérêts du Québec

Ce fonds a été constitué à même le produit net d'un atelier du Québec destiné aux élus tenu en 2000. Les paiements provenant du fonds relèvent du comité régional du Québec et sont destinés aux initiatives de défense des intérêts du Québec.

Services rendus

Chaque année, les bénévoles consacrent un nombre important d'heures pour aider l'Association à mener ses activités. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur de ces heures de travail, les services rendus ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les montants déposés auprès d'institutions financières et les fonds du marché monétaire qui sont facilement convertibles en espèces.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Les apports en immobilisations, le cas échéant, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'apport moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé pendant toute la durée de vie utile estimative de l'actif, comme suit

Matériel informatique	Méthode de l'allocation décroissante sur trois ans
Mobilier et accessoires	Méthode de l'allocation décroissante sur cinq ans
Améliorations locatives	échelonnées pendant la durée du bail

Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale est comptabilisée à l'exercice où elle est reçue ou à recevoir dans la mesure où le montant peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré

Utilisation des estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date de présentation des états financiers et sur le montant déclaré des revenus et des dépenses pendant la période de déclaration. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction à mesure que des renseignements supplémentaires seront connus dans l'avenir. Les estimations et les hypothèses de la direction utilisées pour déterminer les méthodes et les taux d'amortissement, et la durée de vie utile des immobilisations sont revues annuellement et sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Ces estimations sont sujettes à l'incertitude de mesure, et l'effet sur les états financiers des périodes futures pourrait être important.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission. Au cours des périodes subséquentes, les instruments financiers sont déclarés au coût ou au coût amorti moins la perte de valeur, le cas échéant. Les actifs financiers font l'objet d'un examen de la perte de valeur lorsque des changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient perdre une partie de leur valeur. Les coûts des opérations liés à l'acquisition, à la vente ou à l'émission d'instruments financiers sont imputés à l'instrument financier, dans le cas de ceux évalués au coût amorti

2. PLACEMENTS À COURT TERME - AFFECTÉS

Les placements se résument comme suit :

	2020	2019
CPG flexible CIBC, 0,75 %, venant à échéance le 19 mars 2021	10 668 \$	- \$
CPG flexible CIBC, 1,25 %, échéant le 15 juin 2021	72 455	-
CPG flexible CIBC, 0,35 %, venant à échéance le 31 août 2021	11 172	-
CPG flexibles CIBC échus	-	92 278
	94 295 \$	92 278 \$

Les trois CPG flexibles CIBC (2019 - trois) sont détenus en garantie pour la caisse de retraite d'OMERS. Les intérêts cumulés sur les CPG au cours de l'exercice se sont élevés à 6 307 dollars (2019 - 16 522 dollars).

La politique de placement de l'Association stipule que les placements sont limités aux instruments garantis par le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux ou la Société d'assurance-dépôts du Canada. La durée des placements ne doit pas dépasser 36 mois et au moins 25 % des fonds investis doivent être accessibles dans un délai de trois mois.

3. IMMOBILISATIONS

	2020		2019	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Matériel informatique	372 814 \$	366 510 \$	369 581 \$	358 466 \$
Mobilier et accessoires	61 179	24 472	61 179	12 236
Améliorations locatives	298 368	99 817	298 368	40 143
	732 361 \$	490 799 \$	729 128 \$	410 845 \$
Valeur comptable nette	241 562 \$			318 283 \$

4. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent le financement reçu moins les coûts engagés à ce jour pour les programmes qui n'étaient pas terminés le 31 décembre 2020, ainsi que les frais d'adhésion, de formation et d'inscription, et les autres revenus reçus à l'avance.

Les revenus reportés comprennent les éléments suivants :

	2020 \$	2019 \$
Frais d'adhésion	64 482 \$	64 637 \$
Avantage incitatif relatif à un bail	14 575	17 875
Activités spéciales	205 500	5 600
	284 557 \$	88 112 \$

5. ENGAGEMENTS

L'Association doit assumer un montant minimal en locations dans le cadre d'un bail à long terme pour ses locaux de Toronto, qui expire le 31 mai 2025, et pour ses locaux d'Ottawa, qui expire le 30 juin 2021.

Les paiements minimaux futurs versés en vertu des contrats de location-exploitation, y compris les frais d'entretien estimatifs, sont les suivants pour les cinq prochains exercices

	\$
2021	119 186
2022	91 586
2023	96 443
2024	99 912
2025	41 630
	448 757

L'Association doit également assumer sa part des charges d'exploitation et des taxes foncières, qui sont estimées à 83 260 dollars par année.

6. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier ne sera pas en mesure d'honorer une obligation et fera subir une perte financière à l'autre partie. L'Association est exposée à un risque de crédit découlant de la possibilité qu'un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations financières. Les instruments financiers de l'Association qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit sont principalement rattachés à ses comptes débiteurs. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

L'Association est également exposée à un risque de crédit découlant de tous ses comptes bancaires et placements à court terme détenus dans une institution financière, et les dépôts ne sont assurés que jusqu'à concurrence de 100 000 dollars.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Association éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées à son passif financier. Le risque de liquidité comprend le risque que, en raison des besoins de liquidités d'exploitation, l'Association ne dispose pas de fonds suffisants pour régler une opération à une date d'échéance, qu'elle soit obligée de vendre des actifs financiers à une valeur inférieure à leur valeur ou qu'elle soit incapable de régler ou de recouvrer des actifs financiers. Le risque de liquidité découle des comptes créditeurs, des charges à payer et des engagements de l'Association. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt sur les marchés. L'Association est exposée à ce risque en raison de ses placements portant intérêt. L'Association gère le risque de taux d'intérêt en constituant un portefeuille de placements à rendement fixe dont l'échéance et les taux d'intérêt varient. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

7. AIDE GOUVERNEMENTALE

Au cours de l'exercice, l'Association a reçu une aide financière d'environ 466 808 \$ dans le cadre de programmes de subventions liées à la COVID-19. Sont inclus dans ce montant 428 461 \$ au titre de la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et 38 347 \$ au titre de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (« SUCL »). À la fin de l'exercice, l'Association a des débiteurs de 43 503 \$ au titre de la SSUC et de 11 021 \$ au titre de la SUCL. La direction de l'Association n'est pas tenue de rembourser ces subventions au gouvernement du Canada, car il a été déterminé que l'Association satisfait à tous les critères d'admissibilité.

8. RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé annonçait que la crise de la COVID-19 était passée au stade de pandémie mondiale. Cette pandémie se poursuit toujours au Canada et dans le monde. La direction surveille activement les effets de cette crise mondiale sur sa situation financière, ses liquidités, ses activités d'exploitation et son secteur d'activité. L'Association mise en grande partie sur les revenus provenant de la publicité, des frais de service et des publications pour s'acquitter de son mandat, et ces sources de revenus peuvent être touchées par la conjoncture. L'Association continue de tenir des événements et d'offrir des services en ligne, selon le cas.

Nous ne savons pas quelles seront la durée et les pleines conséquences de la pandémie de COVID-19, ni l'efficacité des mesures gouvernementales, ce qui représente un risque en évolution. Les estimations de la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 pourrait avoir une incidence importante sur la capacité de l'Association à remplir son mandat à l'avenir sont également sujettes à l'incertitude. L'Association surveille l'incidence de la pandémie et gère ses dépenses et ses activités d'exploitation en conséquence.

MERCI DE NOS PARTENAIRES EN 2020

PLATINE



DIAMANT



OR



ARGENT



 cutaactu.ca

 transit@cutaactu.ca

 [CUTA-ACTU](https://www.facebook.com/CUTA-ACTU)

 [@canadiantransit](https://twitter.com/canadiantransit)

 [canadian-urban-transit-association/](https://www.linkedin.com/company/canadian-urban-transit-association/)

 [canadiantransit](https://www.instagram.com/canadiantransit)

Siège social

55, rue York, bureau 1401
Toronto (Ontario) M5J 1R7
416.365.9800

Bureau d'Ottawa

440, avenue Laurier Ouest, bureau 200
Ottawa (Ontario) K1R 7X6
613.690.5139

